

La France a-t-elle des ennemis ?

Jean-Dominique Merchet

H eureux pays ! La France n'a pas d'ennemis. Si l'on en croit les documents officiels, elle n'aurait en effet que des « compétiteurs stratégiques ». Magie de l'euphémisme diplomatique. Lisons ainsi la version la plus récente de la *Revue nationale stratégique*, publiée le 14 juillet 2025. Validé par le président de la République, ce texte, qui a succédé aux Livres blancs de naguère, fixe les grandes orientations de la défense nationale, après avoir décrit l'état du monde.

Le mot « ennemi » n'y apparaît que deux fois, pour constater que « le Kremlin désigne durablement et régulièrement, dans ses déclarations officielles, la France et les Européens comme ennemis » et que « la Russie qualifie elle-même l'Europe d'ennemie » (1).

En revanche, la réciproque n'est pas vraie. Vu de Paris, Moscou n'est pas un ennemi, mais un « compétiteur stratégique » décrit comme « désinhibé ». Cette notion de « compétiteur stratégique » est apparue récemment

dans la doctrine française, lors de la publication en 2017 de la première *Revue stratégique de défense et de sécurité nationale*. Il s'agit en fait d'un simple copier-coller du terme *strategic competitor*, utilisé par les États-Unis dès le début des années deux mille. Depuis le Livre blanc de

Jean-Dominique Merchet est journaliste, spécialiste des questions de défense et de géopolitique. Il est l'auteur de *Sommes-nous prêts pour la guerre ?* (rééd. Perrin-Tempus, 2025).

1972 et jusqu'en 2017, les autorités françaises employaient de préférence la notion d'« adversaire », voire d'« adversaire potentiel », pour qualifier l'Union soviétique puis la Russie.

D'ennemis, point ! Légitime souci d'éviter l'escalade verbale, d'ailleurs partagé par la Russie, au moins diplomatiquement dans ses documents et discours officiels. Pour le Kremlin, l'Otan n'est pas un ennemi (bpar, *vrag*), mais une « menace existentielle » et un « adversaire stratégique ». Et l'Otan rend la pareille à la Russie en parlant de « menace directe la plus significative et immédiate ».

On le voit, employer explicitement le mot « ennemi » pour désigner l'autre reviendrait à se considérer en état de guerre avec lui. La prudence du vocabulaire est légitime.

Il n'existe, au fond, que deux types de guerres : celles que l'on choisit et celles que l'on subit. Depuis plusieurs décennies, les Occidentaux en général et les Français en particulier vivent – ou vivaient ? – dans un grand confort géopolitique, dont les générations précédentes n'ont pas eu le bonheur de goûter le luxe : le confort des guerres choisies. Celles que nous décidons de mener, librement, pour la défense de nos intérêts ou de nos valeurs. Et pour ce faire, nous en confions le soin à des professionnels, les militaires, qui ont personnellement décidé de l'être, en toute connaissance de cause et des risques encourus. Nos pays se déchargent sur eux de cette tâche, comme ils confient aux enseignants l'éducation des enfants ou aux médecins le soin des patients. La guerre n'est plus directement l'affaire des citoyens.

Cette situation nous a fait oublier une réalité vieille comme le monde : si quelqu'un décide que vous êtes son ennemi, vous l'êtes et il devient le vôtre, même si vous estimez être animé des meilleures intentions. Vous n'avez pas le choix.

Désigner son ennemi serait l'essence même de la politique, assurent de nombreux théoriciens, à la suite du grand juriste allemand Carl Schmitt. Malgré ses fortes accointances nazies, sa pensée ne peut pas être balayée d'un revers de main. Dans son célèbre ouvrage *La Notion de politique* (2), Carl Schmitt affirmait que « le concept du politique se ramène à la distinction de l'ami et de l'ennemi ». Et d'ajouter que cette « distinction implique, en dernière analyse, la possibilité d'une guerre ». Cette vision pessimiste a été notamment défendue en France par Julien Freund, mais critiquée par le philosophe allemand Jürgen Habermas, partisan d'une vision libérale de la politique, comme espace de délibération rationnelle. Nous n'aurons pas la prétention de trancher ici le débat.

La guerre subie, les Français en ont fait l'expérience avec les attentats terroristes islamistes. Depuis 2012, selon le ministère de l'Intérieur, ceux-ci sont responsables de la mort de 274 personnes et de plus de 1 200 blessés – dont environ la moitié (130 morts et 413 blessés) lors des seules attaques du 13 novembre 2015. Le choc psychologique fut immense. La guerre, décidée par l'« autre », pouvait surgir en plein concert, à la terrasse d'un café, dans un magasin casher, une salle de rédaction, sur une promenade en front de mer, dans une église, au coin de la rue... Personne n'était plus à l'abri. Ce retour de la guerre subie, les Américains l'avaient vécu dès le 11 septembre 2001, avec 2 977 morts et des milliers de blessés, avant que la plupart des pays européens ne le redécouvrent à leur tour, à Madrid, Londres ou Bruxelles.

Depuis 1945, le terrorisme sur notre sol a été la seule forme de guerre imposée que nous ayons eue à subir. Aucun missile n'est tombé sur nos villes et aucun char n'a franchi nos frontières. Pendant quatre-vingts ans ! Une parenthèse enchantée. Dans l'histoire de France, il faut remonter à la période 1815-1870, soit à peine cinquante-cinq ans, pour en trouver une autre.

Guerres « subies » ou guerres « choisies »

On peut s'interroger sur la guerre froide avec l'Union soviétique. En effet, les historiens débattent pour savoir si elle fut « subie » ou « choisie » par l'Occident. Pour les premiers, partisans de la thèse dominante, elle a été imposée par la volonté expansionniste de Staline et de ses successeurs jusqu'aux années quatre-vingt. D'autres considèrent, au contraire, qu'elle fut la conséquence malheureuse d'une « paix saccagée » en partie par les Occidentaux, selon la formule de l'historien Daniel Yergin. Il n'en reste pas moins que pendant plus d'un demi-siècle, le « monde libre » savait qui était son ennemi – et réciproquement.

En revanche, les guerres coloniales de la France en Indochine et en Algérie furent « choisies » par le refus des responsables français – et de manière très consensuelle – de procéder à une décolonisation rapide et pacifique dès 1945. En Indochine, le retour de l'armée française, avec le bombardement d'Haïphong en novembre 1946, alors que le Vietnam avait déjà proclamé son indépendance depuis plus d'un an autour d'Hô Chi Minh, est l'une des décisions les plus stupides et criminelles de notre histoire récente. De même, le refus de tirer les conclusions politiques du soulèvement algérien du 8 mai 1945 (Sétif, Guelma

et Kherrata) réprimé dans le sang par l'armée française. Chargé de la besogne, le général Raymond Duval n'était alors pas dupe : « Je vous ai donné la paix pour dix ans... » Cette « paix » prit fin le 1^{er} novembre 1954, avec l'issue que l'on sait.

Ces époques sont heureusement derrière nous. Depuis plus de trente ans, nous choisissons nos guerres, les qualifiant d'« interventions » ou d'« opérations ». Nous choisissons donc nos ennemis, sans crainte parfois d'employer le mot comme le firent François Hollande et Emmanuel Macron s'agissant des « groupes armés terroristes » au Sahel. Ennemis, donc, mais sans déclaration de guerre, puisque nos armées n'affrontaient pas un autre État. Déclarer la guerre est un usage diplomatique en voie d'extinction, même en cas de conflit contre un autre État, comme l'Irak en 1991, la Serbie en 1999, voire la Libye en 2011 ou même les frappes avortées contre la Syrie en 2013. La France n'a plus déclaré la guerre, ce qui constitue un acte de droit international public, depuis le 3 septembre 1939.

Choisir de faire la guerre – donc de désigner son ennemi – n'est pas, par principe, une mauvaise chose. La défense de nos intérêts et de nos valeurs est légitime. Il en est ainsi de la guerre du Golfe en 1990-1991. Pouvions-nous accepter qu'un État, l'Irak, décide d'annexer son voisin, le Koweït – indépendant depuis trente ans et membre reconnu des Nations unies –, et de le rayer de la carte ? Tolérer cet *Anschluss* (« rattachement ») réalisé par l'Irak, c'était renoncer à tous les principes sur lesquels se fonde le droit international et ouvrir une boîte de Pandore. La même question se pose à nouveau, depuis 2014 et surtout depuis 2022, avec la volonté de la Russie de prendre le contrôle de l'Ukraine.

France-Allemagne : trois conflits

Concernant l'Hexagone, il peut être intéressant de revenir plus loin encore dans le passé en examinant la question de la guerre choisie ou subie au travers des trois conflits entre la France et l'Allemagne, de 1870 à 1945. Le 19 juillet 1870, l'empire français de Napoléon III déclarait la guerre au royaume de Prusse. Une décision d'une rare stupidité, à la suite d'un imbroglio diplomatique – la « dépêche d'Ems », le télégramme de Bismarck qui mit le feu aux poudres. Avec la guerre contre le Danemark (1864), puis contre l'Autriche (1866), la Prusse avait pourtant clairement montré sa force et ses ambitions. En six mois, la défaite française fut consommée. Une guerre choisie et perdue.

Le 3 août 1914, l'Empire allemand déclarait à son tour la guerre à la République française. Les historiens débattent toujours des causes du premier conflit mondial et des responsabilités des uns et des autres, comme l'a fait l'historien australien Christopher Clark qui décrit de sa formule définitive les acteurs d'alors comme des « somnambules ». « Quatorze », c'est à la fois une guerre « choisie » par la mise en place, durant les années précédentes, des conditions propices à son déclenchement, et une guerre « subie » dans les semaines qui la précédèrent. Alfred Fabre-Luce l'écrivait dès 1924 : « L'Allemagne et l'Autriche ont fait les gestes qui rendaient la guerre possible, la Triple Entente [*France, Royaume-Uni, Russie*] a fait ceux qui la rendaient certaine. »

Le 3 septembre 1939, enfin, la France déclarait la guerre au Reich allemand, de concert avec le Royaume-Uni, deux jours après l'invasion de la Pologne par les troupes nazies. La France choisit alors, non pas la guerre, mais la date de son déclenchement. On sait aujourd'hui que ce conflit était dans les projets géopolitiques d'Adolf Hitler avant même son accession au pouvoir, le 30 janvier 1933.

Les contemporains, eux, ne pouvaient pas le savoir aussi bien que nous et ils n'en prirent conscience que progressivement. Ne leur jetons pas trop vite la pierre : la société française des années trente souffrait d'un véritable « stress post-traumatique » collectif, provoqué par la Grande Guerre, ses 1,4 million de morts et 4 millions de blessés. Admirons plutôt ceux, peu nombreux, qui furent lucides très tôt : ils ont encore des choses à nous apprendre sur les conflits d'aujourd'hui. Et saluons l'honnêteté intellectuelle d'un Léon Blum, écrivant au lendemain des accords de Munich, en 1938 : « La guerre est probablement écartée. Mais dans des conditions telles que moi, qui n'ai pas cessé de lutter pour la paix, je n'en puis éprouver de joie et que je me sens partagé entre un lâche soulagement et la honte. »

Depuis lors, la France vit dans la hantise de l'« esprit munichois » – ce « lâche soulagement » qui consiste à renoncer à la guerre pour tenter de préserver coûte que coûte sa propre tranquillité. Les accords de Munich du 30 septembre 1938 furent une honte : l'abandon délibéré aux ambitions nazies, par les deux plus grandes démocraties d'Europe – la France et le Royaume-Uni –, d'un autre État démocratique, la Tchécoslovaquie.

Prenons garde, toutefois, à ne pas abuser d'invectives telles que « Munichois ! » pour imposer le silence aux opinions critiques ou aux voix inquiètes. Le bellicisme des « va-t-en-guerre » ne vaut pas mieux. On en a constaté les dégâts avec les néoconservateurs américains qui ont mis,

en 2003, l'Irak à feu et à sang. Ou, en 2011, lors de l'intervention française en Libye, au bilan contrasté. Tout est affaire de circonstances et de mesure. « Munich » ne saurait fixer la norme morale une fois pour toutes.

Après avoir longtemps imposé, désormais nous subissons. Le retrait pitoyable d'Afrique le montre amplement. De même, nous subissons l'agression russe de l'Ukraine, la politique de Donald Trump, le déchaînement de la guerre au Moyen-Orient, à Gaza comme entre Israël et l'Iran, demain peut-être un conflit majeur avec la Chine.

Longtemps nous avons cru que nous pourrions remodeler le monde selon nos principes, y compris, parfois, par la force de nos armes. C'est fini : il faut avoir le courage de le reconnaître et de s'adapter à l'« heure des prédateurs » décrite par Giuliano da Empoli (3). La belle époque d'un monde régi par le droit et le « doux commerce » – l'identité même de l'Union européenne – s'effiloche sous nos yeux.

Comme le pronostiquait Emmanuel Macron dès 2018 dans *La NRF* (4), non sans une certaine jouissance malsaine qui le rendait « optimiste », « l'histoire que nous vivons en Europe redevient tragique ».

Nous avons à nouveau des ennemis. Qui sont-ils ? D'abord ceux, intraitables, qui s'en prennent à nous, non pour ce que nous faisons, mais pour ce que nous sommes ou ce que nous avons été. Je veux parler ici des islamistes. Ensuite, la Russie évidemment. S'abritant derrière son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies et ses armes nucléaires, elle s'attaque à l'Ukraine et menace d'autres pays européens. Puissance révisionniste, elle tente de changer l'ordre des choses à son seul profit. Et certainement pas au nôtre. C'est également le cas, d'une tout autre manière, de la Chine, de l'Iran, de la Corée du Nord, d'autres demain peut-être.

Dans ce monde sauvage, cynique et violent, il faut être fort. Et forts, il est illusoire de penser que nous puissions l'être seuls. Si nous n'avons plus le choix de nos ennemis, nous conservons en revanche celui de nos alliés et de nos amis. Ils sont un trésor sur lequel, chaque jour, nous devons veiller avec le plus grand soin.

1. On peut consulter la *Revue nationale stratégique* sur le site du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (<https://www.sgdsn.gouv.fr/publications/revue-nationale-strategique-2025>).

2. Carl Schmitt, *Der Begriff des Politischen*, 1932, traduction française, *La Notion de politique*, Calmann-Lévy, 1972.

3. Giuliano da Empoli, *L'Heure des prédateurs*, Gallimard, 2025.

4. « L'histoire redevient tragique (une rencontre) », entretien avec Emmanuel Macron, propos recueillis par Michel Crépu et Alexandre Duval-Stalla, *La NRF*, mai 2018.